

✕ **Source : [Notes géopolitiques \(ESC Grenoble\)](#)**

**Une nouvelle fois, la République centrafricaine bascule dans l'anarchie et la violence. Si l'indifférence a initialement prévalu, elle a fait place à une résolution de l'ONU autorisant en décembre dernier le déploiement de l'armée française dans le cadre de l'opération Sangaris. Mais contrairement à l'intervention au Mali, cette opération ne semble pas soutenue par l'opinion. En cause, un mandat d'interposition ambitieux et un environnement complexe qui rend la compréhension de ses objectifs malaisée.**

« *La RCA constitue un cas géopolitique singulier* », prévient le professeur Patrice Gourdin dans [un remarquable article](#) du site *Diploweb.com*. La République centrafricaine vit depuis près de 55 ans à l'ombre des coups d'États, des mutineries et de la corruption, constituant tout à la fois un drame humanitaire et un sérieux défi de sécurité régionale. Incapable de contrôler son territoire et entourée de pays turbulents, la RCA est aujourd'hui plus qu'un État failli...

Née en 1960 sur les décombres de l'Empire colonial français, la République centrafricaine correspond géographiquement à l'ancien Oubangui-Chari, un espace frontière très ancien assurant la transition entre l'Afrique noire et le monde arabe. Avec son indépendance, le pays ouvre « *une longue période d'instabilité et de coups d'États, menés sous le regard du voisin tchadien, des autorités politiques françaises à Paris et des militaires français restés dans le pays* », rapporte Jean-Christophe Victor. De la période Bokassa (1965-1979) à la transition assurée par Michel Djotodia (août 2013 - janvier 2014), la RCA n'est jamais parvenue ensuite à assurer une gouvernance politique stable et pérenne. Sur les plans socio-économiques, le bilan est également désastreux.

Enclavé, le pays est le 4e plus pauvre du monde. Pourtant, il ne manque pas d'atouts: eau, diamant, or, fer, uranium, cuivre, etc. Mais l'imbrication étroite entre intérêts publics et privés a eu raison de son développement. L'actuelle guerre civile s'inscrit dans cette chronologie d'un État toujours en quête de lui-même, d'un territoire instable, vulnérable à toutes les agressions.

## **Retour sur la mécanique de la crise**

Les prémices de la crise actuelle apparaissent en mars 2013, avec le renversement du président François Bozizé suite à la prise de Bangui par les rebelles de la Séléka (*alliance en sango*). Ce mouvement récent est une coalition d'opposition hétéroclite constituée à la fois de petits partis politiques, de forces rebelles et de « coupeurs de route ». La caractéristique notable de la Séléka est sa coloration religieuse musulmane, alors que la République centrafricaine est à très forte majorité chrétienne. Partis du nord du pays, les rebelles prennent rapidement le contrôle du territoire, en dépit de l'interposition des Forces multinationales de l'Afrique centrale (FOMAC). Vainqueur sur le terrain, l'homme fort de la rébellion, Michel Djotodia, s'autoproclame président pour une période de transition et dissout la Séléka.

Un nouvel acte s'ouvre avec le début des affrontements entre des partisans de l'ancien régime et les nouvelles autorités, d'abord dans la partie ouest de la RCA, puis un peu partout dans le pays. Beaucoup d'ex-rebelles refusent de désarmer et se livrent à de violentes exactions

contre la population, principalement chrétienne. Ils sont rejoints « *par des seigneurs de guerre centrafricains, tchadiens et soudanais* », révèle Patrice Gourdin. Face à l'incapacité des forces sécuritaires à protéger la population, des milices d'autodéfense – les anti-balaka (*anti-machette* en sango) – organisent sa protection. Les affrontements entre ex-Séléka et anti-balaka, dont les victimes restent majoritairement des non-combattants, échappent à tout contrôle politique et plongent le conflit dans une dimension confessionnelle. Ce dernier aspect, lourd de menaces, est probablement la grande nouveauté dans un pays marqué jusqu'alors par des différends essentiellement ethniques.

Fin 2013, la situation est telle qu'elle fait craindre à l'ONU un génocide. Le Conseil de sécurité adopte le 5 décembre une résolution autorisant le déploiement d'une Mission de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). Sous la pression de la Communauté internationale, représentée pour l'essentiel par l'ancienne puissance coloniale française, Michel Djotodia démissionne le 10 janvier de ses fonctions. Il est remplacé dix jours plus tard par Catherine Samba-Panza. Mais les appels au cessez-le-feu ne sont pas entendus. Dès lors, le bilan ne cesse de s'alourdir: plusieurs milliers de morts, près de 500000 déplacés, la moitié du pays en situation d'insécurité alimentaire et un flot croissant de réfugiés dans les pays voisins.

### **Quels intérêts français en Centrafrique ?**

Aux côtés des 5000 hommes de la MISCA, la France déploie environ 1600 militaires en RCA. L'opération *Sangaris* vise deux objectifs: rétablir une sécurité minimale dans le pays et faciliter la montée en puissance opérationnelle de la MISCA. La France honore ici à la fois son statut de membre du Conseil de sécurité de l'ONU et les liens particuliers qu'elle a développés avec la RCA depuis son indépendance. Les deux pays sont en effet liés par un accord de partenariat de défense depuis 1960. Dans ce cadre, « *la France intervient donc à plusieurs reprises, en plus d'assurer de manière quasi-permanente depuis presque cinquante ans la formation et l'entraînement des forces armées centrafricaines* », rappelle l'analyste Florent de Saint Victor pour le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) de l'Ecole militaire.

À ces motivations d'ordre humanitaire et diplomatique s'ajoute la défense d'intérêts moins lisibles, mais néanmoins stratégiques. Paris cherche pour l'essentiel à « *préserver une influence dans la région (une quarantaine de votes quasi automatiques africains aux Nations unies, la zone monétaire CFA et ses intérêts économiques)*. Il s'agit d'éviter que la Centrafrique ne se transforme définitivement en zone de non-droit entraînant les pays voisins dans une grave instabilité avec le risque de développement d'organisations islamistes radicales à la manière de Boko Haram dans le nord du Nigéria », analyse le colonel Michel Goya sur son blog [La voie de l'épée](#).

La RCA est en effet « *au carrefour de nombreux mouvements de rébellions étrangers qui utilisent les zones grises frontalières depuis plusieurs décennies : Soudan (djandjawid), Sud Soudan et Ouganda (LRA), RDC, Congo, Tchad* », rappelle Florent de Saint Victor. « *Ces mouvements font des alliances de circonstance avec les différents gouvernements centrafricains qui se sont succédé, avec les rebelles centrafricains et avec les milices ethniques ou les malfrats, les braconniers et autres coupeurs de route qui sont particulièrement présents dans les parcs animaliers du Nord Est de la RCA et auprès des mines du Sud-ouest.* » De la

stabilité de la RCA dépend donc pour partie la stabilité du cœur de l'Afrique. Du Tchad à la République Démocratique du Congo, en passant par le Soudan et le Sud-Soudan, les risques et les logiques d'escalades ne manquent pas. D'autant que l'on assiste, ici aussi, à une forme de « *cannibalisation de l'islam national par l'islam transnational* », observent les auteurs de [Centrafrique, pourquoi la guerre ?](#) (Lavauzelle, 2014).

## **L'échec des organisations internationales ?**

« *Depuis la fin des années 1990, l'ONU est associée aux tentatives de stabilisation de la RCA* », observe Patrice Gourdin. « *Jusqu'à aujourd'hui [décembre 2013], de par le manque d'empressement des principaux États, les résultats ne sont guère probants* ». Après le tournant de la crise à l'été dernier, un rapport des Nations Unies alerte la communauté internationale sur une situation jugée pré-génocidaire. La mise en œuvre de la MISCA, avec soutien militaire français, est alors décidée.

Une tentative de plus vouée à l'échec ? Le journaliste Jacques Hubert-Rodier n'a-t-il pas raison de souligner « *le jeu dangereux des interventions* » (Les Échos, 27/01/2014), car « *depuis la fin de la guerre froide, la quasi-totalité des interventions militaires des grandes puissances a abouti à un changement de régime sans parvenir toujours à stabiliser la situation* » ?

S'agissant de la République centrafricaine, la question de l'efficacité des grandes organisations internationales se pose d'évidence. Depuis 20 ans, les forces armées de RCA ont toujours dû être appuyées et soutenues par différents programmes de formation extérieurs, avec un succès des plus limités. Pire, il en va de même pour les contingents déployés dans le cadre des missions sous égide d'organisations africaines. Hier, ce fut les FOMUC, MISAB, FOMAC et autres MICOPAX ; aujourd'hui, la MISCA. La faiblesse des organisations régionales africaines s'explique par la mauvaise qualité de leur outil militaire, davantage conçu dans une optique clanique que nationale, mais également par le parti pris d'une partie des contingents des États membres. La RCA est ainsi l'otage du jeu des rivalités pour la puissance régionale auquel se livrent ses voisins – qui composent l'essentiel de la MISCA...

De son côté, l'Union européenne peine à s'engager. L'annonce de l'envoi de 500 hommes n'est proportionnée ni à son poids militaire théorique, ni au défi de la situation sécuritaire sur place. Comme souvent, l'UE privilégie une aide sous la forme d'une contribution financière, en coordination avec celle de l'ONU. Ce choix portera-t-il plus de fruits que la multitude de contributions censée améliorer le sort de la RCA depuis des années? Il est permis d'en douter.

Sans État ni réelle ossature politico-administrative, la République centrafricaine peut difficilement faire bon usage de cette aide. Et la France n'a pas vocation à la suppléer dans cette tâche. Rapportant l'analyse d'un ancien Premier ministre centrafricain, Patrice Gourdin estime que la faillite politique du pays est symptomatique de l'incapacité plus générale des chefs d'États africains à « *gérer des territoires et des États hérités de la colonisation, qu'ils ont laissé sombrer en déliquescence, faute de conscience nationale et de préparation* ».

Si l'heure n'est pas à l'optimisme – le spectre d'un nouveau Rwanda n'étant toujours pas écarté –, il convient néanmoins de se féliciter de la mobilisation internationale et régionale. Il y

a quelques semaines encore, la situation centrafricaine ne bénéficiait d'aucune priorité, et le règne de la barbarie semblait garanti. L'essentiel reste cependant à faire pour contribuer à une stabilisation durable du pays

---

### **Pour aller plus loin**

- [République centrafricaine: géopolitique d'un pays oublié](#), par Patrice Gourdin, Diploweb.com, 01/10/2013 ;
- [45 ans d'opérations militaires françaises en République Centrafricaine](#), par Florent de Saint Victor, Lettre du Retex n°8, CDEF, 12/2013;
- [Centrafrique, pourquoi la guerre ?](#) par Thomas Flichy de La Neuville (dir.), Quentin Cornet, Franklin Déchelette-Viellard, Pierre Thurau et Véronique Mézin- Bourgninaud, Lavauzelle, 13/01/2014, 60 p., 12,80 €.